

Lettre aux camarades de Démocratie socialiste (DS, PT)

samedi 14 janvier 2006, par [BENSAÏD Daniel](#), [LOUÇA Francisco](#), [LÖWY Michael](#) (Date de rédaction antérieure : janvier 2005).

Chers amis et camarades de la DS,

Empêchés de participer au prochain forum social mondial et de contribuer de vive voix à vos propres discussions, comme nous avons souvent eu l'occasion de le faire pendant près d'un quart de siècle de collaboration amicale, nous vous transmettons ces quelques réflexions sur l'évolution de la situation au Brésil et sur ses répercussions internationales. La présidence de Lula est parvenue à mi-parcours et les élections municipales de novembre sont propices à une sorte de bilan d'étape, au seuil d'une période déjà marquée par les préparatifs de la campagne pour 2006.

1. La question centrale, au terme de ces deux années, est celle de la caractérisation de la politique du gouvernement. On peut la définir, sans la moindre équivoque comme social-libérale. C'est d'ailleurs ce qui lui vaut les hommages appuyés du FMI et des instances internationales. La résolution de la 7^e conférence nationale de la DS, en novembre 2003, en prenait acte clairement : « Les premiers huit mois du gouvernement Lula ont été marqués par la construction d'un faisceau d'alliances incluant de larges secteurs bourgeois, par une politique économique foncièrement conservatrice, et d'autre part par des progrès limités dans la promotion du changement » (II, 1). Ou encore : « La politique macro économique a exprimé une totale subordination aux orientations du FMI » (II, 2) Bien que la victoire de Lula ait été un signe majeur de la crise du néolibéralisme en Amérique latine, force est en effet de constater que ses orientations n'ont guère suscité d'enthousiasme populaire dans le monde, ni même sur le continent : rien de comparable à la sympathie dont peut bénéficier l'expérience vénézuélienne ou même la lutte zapatiste.

La pratique quotidienne de la majorité de la DS, au cours de cette dernière année, paraît cependant incohérente par rapport aux formulations votées par la conférence : comment caractériser en ces termes la politique gouvernementale, adopter une position hésitante face aux réformes concrètes qui la caractérisent, et continuer à participer au gouvernement sans même que les camarades directement impliqués dans les responsabilités gouvernementales n'expriment clairement leur désaccord ?

2. Sans doute, cette confusion a-t-elle à voir avec la formule de « disputa de rumos », dont nous avons souvent souligné l'ambiguïté. La résolution de la conférence notait que la période initiale du gouvernement « révèle une dynamique conflictive tant à l'intérieur des politiques gouvernementales que dans le rapport du gouvernement aux forces sociales qui sont à l'origine de son élection » (II, 12). Elle en déduit, dans un même souffle, une « disputa de rumos » (1) simultanée « du parti et du gouvernement » (V, 9).

Or, il y a entre le parti et le gouvernement une différence fondamentale. Le Parti est le résultat de plus de vingt ans de luttes, d'expériences liées à la mobilisation des mouvements sociaux. Cette histoire politique se traduit par des contradictions internes entre les définitions originelles du parti et sa pratique actuelle de subordination aux orientations gouvernementales. C'est ce qui permet de revendiquer la légitimité et l'héritage pétiste (le PT « e nosso »). En revanche, comment pourrait-on

prétendre que le gouvernement que l'on vient de caractériser comme conservateur et « continuiste » par rapport à celui de FHC (2), « e nosso » ! Le parti est un produit des luttes. Le gouvernement est une insitution d'Etat. Il y a certes, en théorie, la possibilité d'y promouvoir des réformes positives. Cette possibilité existe y compris dans des gouvernements de gestion loyale de l'ordre établi comme ceux de Blair, Schröder ou Jospin. Mais un gouvernement n'est pas pour autant la simple addition des politiques sectorielles de ses ministres et le lieu d'une sorte de dualité de pouvoir entre des ministères « économiques » et des ministères sociaux. Le gouvernement Lula a une politique globale dont le cap est fixé par les choix économiques et financiers. Dans les premières semaines ou les premiers mois, on pouvait, par souci pédagogique, concentrer le feu de la critique sur les choix économiques, sur Mereilles, sur Palocci (3). Mais il s'agit bel et bien d'une orientation politique globale du gouvernement, les décisions dites « économiques » définissant les contraintes budgétaires et conditionnant l'ensemble de la politique suivie.

3. Dans ces conditions, la participation au gouvernement est devenue de plus en plus problématique. Dans les discussions entre militants de la IV^e internationale nous sommes de ceux qui ont insisté pour éviter que la question soit posée en des termes abstraitement doctrinaires, comme une question atemporelle, sans tenir compte des caractéristiques du pays, de l'histoire du PT, de ses liens aux mouvements sociaux et syndicaux. Plusieurs signes faisaient pourtant craindre qu'en l'absence de fortes mobilisations sociales (excepté pour les sans-terre), quelques ministres connus pour être de gauche deviennent de simples cautions ou otages d'une politique gouvernementale dont les options étaient annoncées dès la campagne électorale dans la Lettre aux Brésiliens. (4) Sur la participation de Miguel [Rosetto] existaient donc d'emblée des évaluations diverses, dans l'Internationale comme parmi vous. Mais, les camarades de la DS les plus réticents considéraient eux-même impossible de dissocier la question de la participation gouvernementale de celle de l'appartenance au PT. Bien que l'argument soit discutable (peut-être par sous-estimation des rapports parti/gouvernement dans la culture brésilienne), une fois la décision de participation prise par la DS, sans masquer nos réserves et nos doutes, nous avons respecté son choix et cherché à aider plutôt qu'à mettre des bâtons dans les roues. Ainsi, nous nous sommes efforcés de convaincre les camarades de nos propres sections, que la question de la participation gouvernementale devait être logiquement subordonnée à l'appréciation des orientations gouvernementales. Malheureusement, il n'y avait guère de suspens en la matière. En tout cas, il n'a guère duré, la nomination de Mereilles et de Palocci, et les premières mesures ont très vite annoncé la couleur..

4. Dans ces conditions, sans signifier une révolution agraire, le Programme national de réforme agraire adopté en novembre 2003 pouvait malgré tout représenter une réforme substantielle soutenue de fait par les sans-terre lors du meeting de présentation. Il pouvait, à condition d'être effectivement appliqué, entraîner une dynamique de mobilisation. Au-delà controverses sur les chiffres de 2004, il apparaît clairement que les retards s'accumulent par rapport aux objectifs du programme et il est de plus en plus douteux que ces objectifs soient atteints au terme du mandat. Devant ces obstacles, budgétaires notamment, il aurait été possible de hausser le ton, pour faire porter la responsabilité des retards aux choix macro-économiques, et prépare ainsi une éventuelle sortie du gouvernement, ou du moins, la présentation d'un bilan défendable devant les mouvements sociaux. Il semble au contraire que le MDA (5) soit resté très discret dans son expression publique. Il ne figure même pas parmi les ministres crédités d'une bilan positif par les dirigeants des sans-terre. Il risque ainsi d'être pris en sandwich entre une politique gouvernementale dont il ne s'est guère démarqué et l'insatisfaction croissante des mouvements agraires.

Plus généralement, le gouvernement n'étant pas une simple mosaïque de ministères mais l'outil d'une politique globale, même s'il s'agit d'un régime présidentiel où n'existe pas l'équivalent d'un conseil des ministres, on ne saurait s'enfermer dans les gestion d'un « seul ministère » en ignorant la logique globale des orientations.

5 Sur le plan social, l'alerte est intervenue dès l'hiver 2003 avec le débat sur la réforme des pensions. Nous avons bien compris l'argument selon lequel cette question ne revêtait pas la même centralité dans la vie politique du pays que la réforme des retraites en France ou en Allemagne. Il s'agissait cependant bel et bien d'une réforme libérale de même type, ouvrant la voie aux fonds de pension et, par delà les arguties techniques, à une privatisation accrue des protections sociales. L'affaire était assez grave pour justifier le passage d'une critique oblique (ou « de biais ») justifiée par le souci pédagogique des premiers mois de ne pas être dix pas en avant des masses dans leur rapport au gouvernement, à une critique plus frontale. Bien sûr, cette inflexion n'aurait pas manqué de poser de manière plus aigüe le problème de notre présence dans un gouvernement dont on combattait ouvertement la politique. Or, au lieu d'une opposition claire et nette à la réforme, nous avons eu une orientation hésitante, illustrée par la dispersion des votes des députés et sénateurs de la gauche pétiste (y compris ceux de la DS), entre le vote pour « par discipline », l'abstention motivée, et le vote contre. L'argument de la discipline et du risque de sanctions est peu convaincant : plus il y aurait eu de parlementaires à s'opposer franchement (ou au moins à s'abstenir), plus il aurait été difficile à la direction du parti de prendre des mesures bureaucratiques.

6 Il semble - les choses sont étroitement liées - que nous ayons longtemps sous-estimé le sens de la procédure d'exclusion alors engagée contre Héloïse et les trois députés dissidents. La résolution adoptée par la 7^e conférence « En défense de la démocratie et contre les expulsions des parlementaires du PT » est très bonne. Elle se conclut par l'annonce d'une campagne publique contre les menaces d'expulsion. Moins de quinze jours après la conférence, les menaces s'étaient déjà transformées en fait accompli. La direction du Parti avait pris les devants et désamorcé la campagne annoncée avant même qu'elle ait commencé. Quelles que soient les maladresses commises par les parlementaires incriminés, n'était pas une péripétie secondaire. Il s'agissait pour la direction luliste de signifier clairement la subordination du Parti au gouvernement et de diviser préventivement les oppositions qui ne manqueraient pas d'émerger contre les effets sociaux de la politique gouvernementale. Les sanctions bureaucratiques illustraient ainsi la transformation du parti en courroie de transmission des options gouvernementales auprès de la société, au lieu d'être la représentation des mouvements sociaux auprès du gouvernement. Cette évolution était consolidée et amplifiée par le recrutement au nouveau PT d'une sorte de « promotion Palocci », plus carriériste et moins militante.

Au niveau international, ces exclusions bureaucratiques les quelques parlementaires fidèles aux engagements programmatiques officiels du Parti, ont choqué dans les milieux de la gauche sociale et syndicale, bien au-delà de nos propres rangs. Nous avons cependant nous mêmes tardé à prendre une initiative de protestation avant de connaître la ligne de défense adoptée par les camarades de la DS et par souci de ne pas réduire la campagne de défense à une affaire identitaire des trotskystes. C'est donc tardivement, et après consultation des camarades de la DS à l'occasion de leur conférence nationale, que nous avons repris la pétition initiée par les camarades britanniques. L'écho très favorable qu'elle a eu prouve les potentialités d'une campagne entamée malheureusement bien trop tard.

7 Les résolutions de la 7^e conférence représentaient en novembre 2003 une recherche responsable d'unité consensuelle, dans la tradition de la DS, sans masquer pour autant des différences importantes d'appréciation. De même, les mesures décidées en matière d'organisation (presse, directions, etc) démontraient une ambition nouvelle pour la « DS grande » dans la perspective d'une tendance plus visible, mieux délimitée, et élargie. Mais c'est la direction du PT qui a distribué le jeu et dicté le rythme en précipitant notamment la procédure d'exclusion pour pousser les exclus, sous peine d'accepter une mort ou une hibernation politique, à prendre des initiatives en dehors du parti. Certains d'entre nous ont alors estimée prématurée la proclamation du P-Sol, pensant qu'il aurait été préférable de mener sur quelques mois une campagne démocratique pour la réintégration tout

en organisant systématiquement des rencontres et des collectifs pour « une reconstruction socialiste du PT » (suivant la formule qui figure dans la résolution de la conférence). Peu importe : il n'y a pas d'outil scientifique fiable pour décider de ces questions de rythme et de tactique. La politique est un champ de forces et d'initiative, dont personne n'a la maîtrise absolue (sinon l'idée même de décision perdrait tout son sens).

Le P-Sol s'est donc constitué sur la base d'un acte de légitime défense. Il a sans doute un espace de développement. Même si le PT capte toujours certaines formes de radicalisation, son évolution droitrière libère d'autres espaces de radicalisation sociale : il y a de la vie ailleurs qu'au PT.

Cependant, et même s'il parvient à organiser une campagne significative en 2006, le P-Sol est loin de représenter en l'état l'alternative crédible au PT, même à un PT de plus en plus bureaucratisé et corrompu. Sur le papier (et peut-être vu de trop loin) les choses semblent claires : ni sous-estimation gauchiste du capital accumulé dans ce parti, ni fétichisme du PT. Il faudrait donc :

- travailler à regrouper sur un contenu alternatif clair à la politique du gouvernement la gauche pétiste (ou ce que les camarades de Ceara appellent joliment « la tendance pétiste du PT »). La lutte résolue menée par ces camarades lors de l'élection municipale de Fortaleza prouve que des possibilités existent.

- contribuer, pour les camarades qui le souhaitent, à la construction du P-Sol en évitant les pièges d'un gauchisme infantile : ainsi une victoire de Raul aux élections municipales de PA aurait été importante pour la ville, pour la situation interne au PT, et pour le mouvement altermondialiste dans son ensemble.

- Nouer le dialogue entre les courants de gauche au sein du PT et les petites forces indépendantes comme le P-Sol.

8. Bien sûr, une difficulté majeure de la situation, encore aggravée au Brésil par la dimension du pays et par les contrastes régionaux, c'est la désynchronisation des rythmes de prise de conscience dans le PT, dans la gauche du PT, dans les mouvements sociaux, entre états. Et notre tâche devrait être de combiner ce développement inévitablement inégal. Mais il faut pour cela une claire orientation et une ferme volonté. Il ne faut pas renforcer les hésitations en hésitant avec les hésitants. A Fortaleza la détermination a payé. La DS serait certainement, si elle avait le projet d'une alternative claire à la politique gouvernementale, la force la mieux à même de rassembler une gauche radicale dans le PT et de nouer le dialogue avec les forces qui voient déjà plus dans ce parti l'outil principal de la lutte des classes.

Au-delà, l'histoire reste à écrire. Ce qui est clair, c'est qu'une opposition résolue dans le PT préparerait plusieurs hypothèses, y compris les conditions d'une éventuelle rupture significative, d'une portée que des sorties par écœurement, en ordre dispersé, capable de revendiquer une part importante de la continuité et de l'héritage historique du PT au lieu de l'abandonner sans combat à une direction usurpatrice.

9 Malheureusement, la modération (pour dire le moins) de notre orientation dans la CUT et dans le mouvement étudiant, ne semblent pas aller dans ce sens. Alors qu'en mai 2004, la discussion semblait pouvoir être ouverte avec la direction de la DS sur diverses hypothèses à l'issue des municipales, son espace semble plutôt se réduire et les divisions parmi les militants s'approfondir. Cela n'est hélas guère surprenant. Le changement brusque qu'a signifié la victoire de Lula pour une organisation habituée sur plus de vingt ans à une accumulation lente de forces et très impliquée, à l'image du parti lui-même, dans la logique institutionnelle, aurait mis à rude épreuve bien des organisations révolutionnaires. C'est plutôt un signe de maturité de la DS, et un aspect positif de la culture du consensus qui a présidé à sa formation dès le début des années 80, que d'avoir cherché à donner « du au temps » au lieu de précipiter les divergences sous forme, comme c'eut été le cas dans certaines sections, d'une guerre civile de tendances et fractions. Mais la limite du consensus est atteinte lorsqu'il empêche l'expression de différences substantielles. Sans vouloir jouer les

oiseaux de mauvaise augure, et tout en se félicitant des efforts faits pour maintenir le débat naissant dans un cadre fraternel et pour ne pas confondre des erreurs éventuelles avec une trahison, nous avons franchement prévenu le GT qu'il était, dès juin 2003) difficilement imaginable que la DS puisse traverser sans secousses ni divisions une telle épreuve. Le paradoxe, c'est que l'orientation majoritaire de la DS semble aujourd'hui plus conciliante vis à vis de la majorité du parti (sous prétexte de spéculations sur les nuances et les divisions en son sein), alors des voix de plus en plus nombreuses s'élèvent, chez les syndicalistes, les intellectuels, les économistes, certains secteurs de l'église pour réclamer un changement radical de la politique gouvernementale.

Le départ de Carlos Lessa (et l'absence de Lula aux obsèques de Celso Furtado) est symbolique du renoncement à ce qu'il pouvait rester d'expectatives « desarrollistes ». La démission discrète de Frei Beto illustre les difficultés de la campagne fain 0, exemplaire de l'étranglement des réformes sociales au profit de l'austérité budgétaire. Alors que certains espéraient une inflexion à gauche de la politique gouvernementale après les municipales, Lula a confirmé avec force les options économiques. Même si l'embellie de la conjoncture lui donnait, ce qui vraisemblable, un peu de marge de manœuvre pré-électorale d'ici 2006, la « ligne générale » demeure, émaillée d'autres aspects anecdotiques mais néanmoins choquants (immunité sur mesure pour Mereilles, refus de lever le secret d'Etat sur les crimes de la dictature militaire, etc).

10 Le temps est désormais compté. Nul n'est maître des rythmes. Mais le calendrier institutionnel imposera dès 2006 des choix clairs. Et 2006 commence aujourd'hui avec les préparations de la conférence du PT et du Ped (6). Les questions tactiques devraient par rapport à ces échéances, être subordonnées à des questions de fond et de contenu. La résolution de la VII^e conférence contient à ce sujet les éléments d'un « nécessaire revigoram » ente de uma perspectiva de transição ao socialismo » (I, 6), une proposition d'autonomie nationale contre la dépendance mondialisée, une proposition de moratoire de la dette (sur laquelle un front pourrait être proposé au Venezuela, à l'Argentine, demain peut-être à la Bolivie, etc), des propositions de campagne sur l'Alca, sur le salaire et sur l'emploi, sur une démarche généralisée de contrôle et de budget participatif au niveau de l'Etat, sur une réforme agraire et environnementale radicale. C'est en transformant une telle plateforme en campagnes concrètes au lieu de la garder en réserve comme « un programme du dimanche » que nous pourrions redessiner les alliances et les convergences, dans et hors le PT, sur des bases solides et non sur des impressions et des intérêts fluctuants.

11 Nous sommes bien conscients que l'expression du point de vue développé par cette lettre peut être perçue comme une ingérence dans le débat interne de la DS. Mais la situation est assez sérieuse et ses répercussions internationales trop importantes pour laisser la diplomatie l'emporter sur la franchise. Si nous appartenons à une même organisation internationale, c'est précisément pour pouvoir établir des rapports de franchises, profiter de l'expérience accumulée par les uns et les autres. Cette discussion est légitime à nos yeux, d'autant que nous nous donnons le temps de comprendre plutôt que de juger à l'emporte pièce selon des critères abstraits. C'est aussi pourquoi les instances de l'Internationale ont préféré ouvrir le débat et faire circuler informations et points de vue, plutôt que de précipiter des votes formels qui auraient sans doute faussé le dialogue et cristallisé prématurément les positions, au lieu de clarifier le débat et ses enjeux.

Chico, Daniel, Michael

Notes explicatives de la rédaction d'Inprecor

1. Terme qu'on peut traduire par « dispute » ou « conflit » « d'orientations » et qui a aussi été employé pour décrire le gouvernement Lula en tant que « gouvernement en dispute », ce qui suggère que sa ligne pourrait être modifiée de l'intérieur ou du moins par une discussion au sein du Parti des travailleurs.

2. Fernando Henrique Cardoso, dit FHC, sociologue, a été président du Brésil de janvier 1995 à décembre 2002, après avoir introduit en 1994, en tant que Ministre des finances, une réforme monétaire d'inspiration néolibérale connue sous le nom du « plan Real ». Il est à l'origine du Parti social-démocrate brésilien (PSDB), le principal parti de droite.

3. Respectivement président de la Banque centrale (rendue autonome par FHC) et ministre des finances du gouvernement Lula.

4. Au cours de la campagne électorale en juillet 2002, le candidat du PT, Luís Inácio da Silva "Lula", a publié une « Lettre aux Brésiliens » qui révisait largement le programme électoral adopté par le congrès du PT en 2001 et assurait la bourgeoisie financière.

5. Le Ministère du développement agricole, couramment appelé Ministère de la réforme agricole, dirigé par Miguel Rosetto, militant de la Tendance Démocratie socialiste.

6. PED ou « Processus des élections directes ». Il s'agit de l'établissement de la liste des membres du PT autorisés à prendre part à l'élection des directions de zone, municipales, étatiques et nationales du Parti des travailleurs. Une résolution de la Commission exécutive nationale du PT, en date du 13 décembre 2004, a fixé des dates limites - s'étalant entre le 27 janvier 2005 (pour les candidatures à la direction nationale) et le 20 juin 2006 (pour l'ultime recours au niveau des États) - pour pouvoir être inscrit sur les listes des militants autorisés à prendre part aux élections (être candidat ou électeur) des directions internes du parti.

P.-S.

* Cette lettre à été adressée aux militants de la Tendance Démocratie socialiste (DS) avant la tenue du Forum social mondial à Porto Alegre en janvier 2005 et certains d'entre eux l'ont rendue publique à cette occasion. Elle a fait partie des documents en discussion lors de la session du Comité International de la IV^e Internationale en février 2005, qui par un vote majoritaire (83,33 % en faveur) a adopté sa ligne générale. Daniel Bensaïd, philosophe, est dirigeant de longue date de la IV^e Internationale et de sa section française, la Ligue communiste révolutionnaire. Francisco Louça, économiste et député du Bloc de gauche (BE), est fondateur de la section portugaise de la IV^e Internationale, le Parti socialiste révolutionnaire (PSR, une des composantes à l'origine du BE). Michael Lowy, philosophe et militant de la LCR, a dû s'exiler du Brésil au cours des années 1960, poursuivi par la dictature militaire pour son engagement dans la gauche révolutionnaire. Ces trois militants ont été, dès sa constitution, engagés dans les débats de Démocratie socialiste.